

Brochure n° 3170

**Convention collective nationale**

IDCC : 538. – **MANUTENTION FERROVIAIRE  
ET TRAVAUX CONNEXES**

---

AVENANT N° 14 DU 10 MARS 2008  
PORTANT RÉVISION DES ARTICLES 15 *ter* et *quater*  
DE LA CONVENTION COLLECTIVE  
NOR : ASET0850482M  
IDCC : 538

---

Entre :

Le syndicat des auxiliaires de la manutention et de l'entretien pour le rail  
et l'air (SAMERA),

D'une part, et

La fédération nationale des ports et docks CGT ;

La fédération générale des transports et de l'équipement CFDT ;

La fédération de l'équipement, de l'environnement, des transports et des  
services FO ;

La fédération générale des transports CFTC ;

Le syndicat de la manutention et travaux connexes, aéroportuaire de Paris  
et de la région parisienne USPDA-CGT ;

Le syndicat national des activités du transport et du transit, fédération  
nationale transports CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

En application de l'article L. 132-5, alinéa 1, du code du travail, les parties à l'accord entendent réviser les articles 15 *ter* « Changement de titulaire de marché en tout ou partie » et 15 *quater* « Conditions de transfert du personnel » des dispositions communes de la convention collective nationale manutention ferroviaire et travaux connexes.

## Article 1<sup>er</sup>

### *Révision de l'article 15 ter « Changement de titulaire de marché en tout ou partie » des dispositions communes*

Les parties signataires conviennent d'une nouvelle rédaction de l'article 15 *ter* « Changement de titulaire de marché en tout ou partie » des dispositions communes de la convention collective nationale manutention ferroviaire et travaux connexes. Elle remplace l'ancienne rédaction.

#### « Article 15 *ter*

#### *Continuité des contrats en cas de changement de titulaire de marché en tout ou partie*

Au cas où, suite à la cessation d'un contrat commercial ou d'un marché public, en tout ou partie, et ce quel que soit le donneur d'ordre, une activité entrant dans le champ d'application de la présente convention collective serait attribuée à un titulaire distinct du titulaire antérieur, la continuité des contrats de travail existant au dernier jour du contrat commercial ou du marché précédent, des salariés non cadres du premier employeur affectés à ladite activité depuis au moins 6 mois, sera assurée chez l'employeur entrant.

A charge pour ce dernier d'assurer les obligations légales et conventionnelles, notamment financières en matière de gestion des effectifs et d'organisation du travail dans le cadre du nouveau contrat.

L'entreprise sortante aura par ailleurs à régler aux salariés transférés les salaires et les sommes à périodicité autre que mensuelle, au prorata du temps passé par celui-ci dans l'entreprise, y compris le prorata de l'indemnité de fin de contrat à durée déterminée et des indemnités de congés payés qu'il a acquis à la date du transfert.

L'entreprise sortante adhérente à une caisse de congés payés devra remettre aux salariés les certificats d'emploi justifiant de leur droit à congés conformément à la législation en vigueur (1). »

## Article 2

### *Révision de l'article 15 quater « Conditions de transfert du personnel » des dispositions communes de la convention collective nationale*

Les parties signataires conviennent d'une nouvelle rédaction de l'article 15 *quater* des dispositions communes de la convention collective nationale. Elle remplace l'ancienne rédaction.

#### « Article 15 *quater*

#### *Conditions de transfert du personnel entre entreprises*

Sur demande écrite par courrier en recommandé avec accusé de réception de l'entreprise entrante, l'entreprise sortante communique, sous 15 jours calendaires, au minimum les documents suivants :

- la liste du personnel affecté sur le marché attribué contenant au minimum : nom et prénom du salarié, numéro de sécurité sociale, adresse,

---

(1) C'est-à-dire à la date de signature de l'accord (art. L. 223-16 ou L. 3141-30 du code du travail ; art. D. 741-4 du code du travail).

horaire mensuel sur le chantier, coefficient, ancienneté au sens de l'article 15 *bis* de la convention collective nationale, date de naissance, lieu de naissance, mandat ou protection particulière ;

- les 6 dernières fiches de paye de chaque salarié ;
- la dernière fiche d'aptitude médicale de chaque salarié ;
- la copie des contrats de travail et avenants au contrat de travail ;
- la copie des titres autorisant le travail sur le territoire français s'il y a lieu ;
- la copie des accords d'entreprise, d'établissement ou de site applicables au marché attribué, le nombre d'heures disponibles au titre du droit individuel à la formation.

Le statut collectif de l'entreprise entrante se substituera de plein droit à celui de l'entreprise sortante dès le premier jour de la reprise du marché.

L'entreprise entrante fera la demande des documents dès qu'elle aura officiellement connaissance de l'attribution du marché.

L'absence de transmission par l'entreprise sortante des documents précités peut donner lieu à un recours de l'entreprise entrante, mais ne peut altérer le droit des salariés au bénéfice de la continuité de leur contrat de travail.

Pour les employeurs adhérents à une caisse de congés payés, l'entreprise sortante remettra à l'entreprise entrante un bulletin justifiant leur droit aux congés payés acquis. »

### **Article 3**

#### *Application*

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée. Il entre en application au premier jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

### **Article 4**

#### *Dépôt de l'accord*

Le présent avenant sera déposé par le syndicat des auxiliaires de la manutention et de l'entretien pour le rail et l'air auprès du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité dans les conditions fixées par les articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par l'article L. 133-8 et suivants du même code.

Fait à Paris, le 10 mars 2008.

(Suivent les signatures.)